

En bref



Association
des enseignantes
et des enseignants
franco-ontariens

681, chemin Belfast
Ottawa (Ontario) K1G 0Z4

Tél. : (613) 244-2336

Numéro 403 le 26 septembre 1997

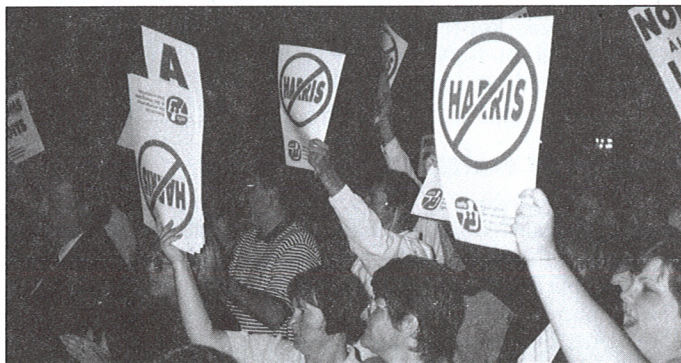


Le mot de la présidente

Nous vivons des moments difficiles. Ce n'est pas de gaieté de coeur que, le 25 septembre, vos dirigeantes et dirigeants de partout en province se sont prononcés en faveur d'une action provinciale commune qui entraînerait la fermeture de toutes les écoles élémentaires et secondaires de la province.

Mais ce gouvernement ne nous donne pas d'autre option. Il a opposé une fin de non recevoir à nos tentatives de lui faire entendre raison. Sous prétexte de vouloir améliorer la qualité de l'éducation et le rendement scolaire des élèves, il veut s'arroger des pouvoirs sans précédent ce qui aura des répercussions très sérieuses non seulement sur nos conditions de travail, mais aussi sur la salle de classe et sur nos élèves.

Le système d'éducation en langue française est particulièrement vulnérable à ces attaques. Bon nombre de nos écoles sont petites et déjà sous-financées. Elles souffriront énormément d'une réduction de personnel ou de la disparition de cours ou de programmes spécialisés que le projet de loi entraînerait. Le fait que nous ne pourrions plus négocier des choses comme la taille des classes ou le temps de préparation aura aussi un impact néfaste sur notre travail en salle de classe.



Les dirigeantes et les dirigeants locaux et provinciaux de l'AEFO ont donné leur appui au mouvement provincial de protestation lors d'une rencontre interfiliales à Toronto, le 25 septembre.

En tant qu'enseignantes et enseignants, nous sommes les premiers défenseurs du système d'éducation en langue française. Nous ne pouvons laisser ce gouvernement le démolir au moment même où la création des conseils scolaires de langue française nous permettait tous les espoirs.

C'est pour nos élèves d'aujourd'hui et de demain que nous devons mener cette bataille jusqu'au bout. Les semaines à venir seront dures. Je sais que je peux compter sur votre appui et votre solidarité.

La présidente,
Diane Chénier

Un projet de loi répressif

Voici un aperçu de la Loi de 1997 sur l'amélioration de la qualité de l'éducation déposée par le ministre de l'Éducation et de la Formation le 22 septembre :

- réduction importante des domaines de négociation : le temps de préparation et la taille des classes seront désormais fixés par le gouvernement plutôt que négociés dans le cadre des ententes collectives;
- réduction du temps de préparation;
- prolongation de l'année scolaire (deux semaines de plus à l'élémentaire, trois semaines au secondaire);
- embauche de personnes ne détenant pas un brevet d'enseignement pour enseigner des matières comme la musique, l'informatique, l'orientation ou l'éducation physique;
- abolition de la Loi sur les négociations collectives entre les conseils scolaires et les enseignantes et enseignants. Les négociations se feront désormais sous l'égide de la Loi des relations de travail de l'Ontario.

Le projet de loi prétend réduire la taille des classes, rehausser le rendement scolaire des élèves et financer plus équitablement les écoles partout dans la province. Il est toutefois avare de détails sur toutes ces questions.

Quels sont mes droits?

On a beaucoup parlé de harcèlement sexuel. Mon conseil a adopté une politique à ce sujet. Je ne sais même plus si je peux serrer la main d'une de mes élèves pour la féliciter. Que dois-je faire?

Réponse

Les tribunaux ont tenté d'établir un test objectif pour définir l'inconduite sexuelle (harcèlement, assaut, etc). Une personne raisonnable percevrait-elle votre conduite comme étant de nature sexuelle en tenant compte de toutes les circonstances, y compris les suivantes :

- la partie du corps qui a été touchée;
- la nature du toucher;
- la situation dans laquelle ce toucher s'est produit;
- les discussions et les gestes associés à ce toucher;
- l'utilisation de force ou de menaces;
- la perception de l'intention de la personne accusée.

Comme vous le voyez, il faut être prudent et toujours mettre en question ses faits et gestes.

Votre attention s.v.p.

Les événements vont se précipiter au cours des prochaines semaines. Lisez l'Infobox pour vous tenir au courant.

